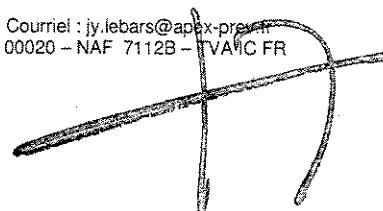


Rapport d'ÉTUDE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Projet de construction des bâtiments universitaires M3A2 - M3I2 - M5B2 - M6A1 ZAC PARIS RIVE GAUCHE à PARIS XIII°

Maître d'ouvrage :
Architectes des projets

UNICITE
M3A2 ANTONINI + DARMON Architectes
M3I2 IN / ON ARCHITECTURE
M5B2 BARTHÉLEMY-GRİÑO Architectes
M6A1 JB LACOUDRE Architecte DPLG



MISE À JOUR

Numéro d'indice	Objet	Rédacteurs	Date
V1	Rapport étude sécurité publique	Serge PASQUET	15 / 09 / 2009
V2	Rapport étude sécurité publique	Serge PASQUET	29 / 09 / 2009
Indice A	Rapport étude sécurité publique	Serge PASQUET	05 / 10 / 2009
Indice B	Rapport étude sécurité publique	Serge PASQUET	14 / 10 / 2009
Indice C	Rapport étude sécurité publique	Serge PASQUET	23 / 10 / 2009

SOMMAIRE

1. PRÉAMBULE	5
2. OBJET DE L'ÉTUDE	5
3. DESCRIPTION DU PROJET	5
4. PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE	10
5. DIAGNOSTIC	10
5.1 Impact de l'environnement sur le projet	10
5.1.1 Constat de l'état actuel du site et de son environnement	
5.1.2 Évolution de l'environnement	
5.1.3 Desserte (voies routières, transports en communs)	
5.1.4 Bilan	
5.2 Identification des risques encourus	13
6. ANALYSE DU PROJET	14
6.1 Impact du projet sur l'environnement	14
6.1.1 Le statut des espaces	
6.1.2 Flux et déplacements, nature de la fréquentation	
6.1.3 Risques susceptibles d'être générés par les projets	
6.2 Analyse du projet sous l'angle de la sécurité	15
6.2.1 Identification des zones	
6.2.2 Interface avec les dispositions liées à la sécurité incendie	
6.2.3 Dispositions envisagées dans le cadre du projet	

7. PRÉCONISATIONS ET DISPOSITIONS ENVISAGÉES DANS LE CADRE DU PROJET	17
7.1 Analyse du projet sous l'angle de la sécurité	17
7.1.1 Fréquentation de lieux	
7.1.2 Fluidité	
7.1.3 Repérage	
7.2 Préconisations techniques	18
7.2.1 Protection des accès	
7.2.2 Intégration des dispositifs de sûreté	
7.2.3 Prise en compte des risques spécifiques	
7.2.4 Risque terroriste	
7.2.5 Risques NRBC	
7.3 Préconisations d'ordre organisationnel	20
7.3.1 La prévention	
7.3.2 La gestion	
8. TEXTES RÉGLEMENTAIRES	20
9. DOCUMENTS EXAMINÉS ET UTILISÉS	21
10. DOCUMENTS JOINTS EN ANNEXE	21

1. PRÉAMBULE

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Paris SEMAPA a confié à APEX la mission de mener une Étude de Sécurité Publique dans le cadre du décret n° 2007-1177 du 3 août 2007.

Le projet immobilier concerné par la présente étude, pour les lots M5B2 et M6A1 entre dans le cadre des opérations soumises à cette étude.

2. OBJET DE L'ÉTUDE

L'objectif de l'Étude de Sécurité Publique consiste, au travers de démarches de diagnostic et d'analyses, à intégrer dans le projet les dispositions nécessaires à la prévention de la malveillance dans l'urbanisme et la construction.

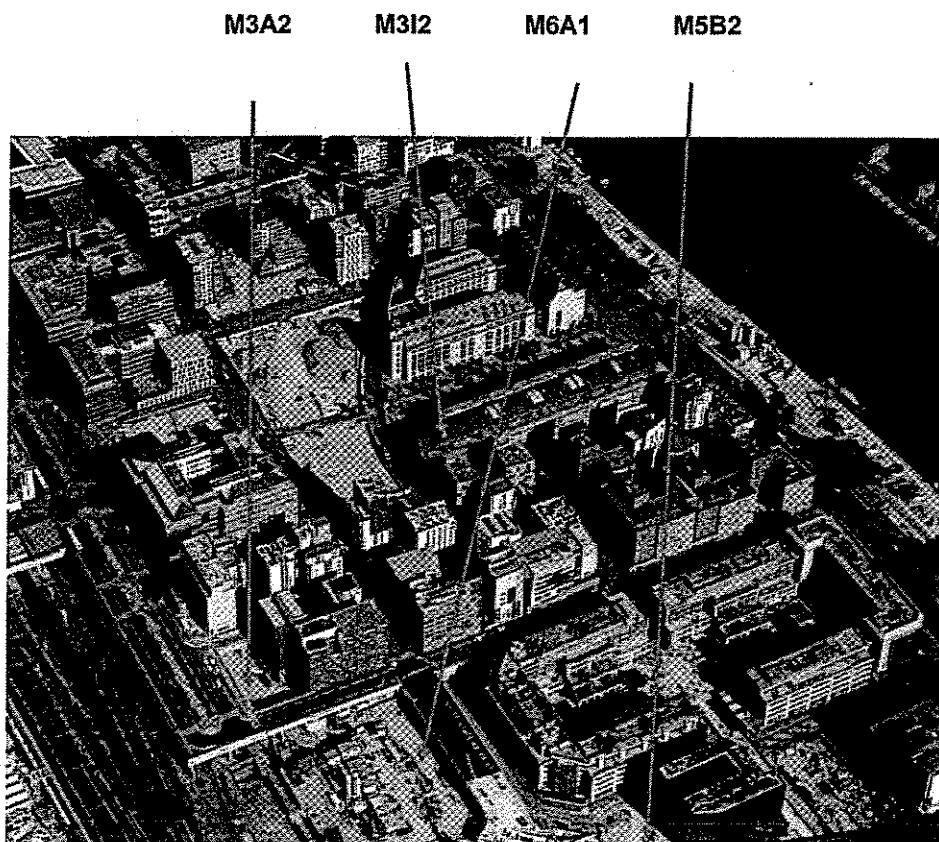
3. DESCRIPTION DU PROJET

Le projet immobilier objet de la présente étude est situé dans la Zone d'Aménagement Concerté Paris Rive Gauche. Il s'agit de la création de 4 bâtiments universitaires répartis de la manière suivante :

- Le bâtiment **M3A2**, hors étude, situé à l'angle des rues Françoise Dolto et Marguerite Duras, à Paris 13^{ème} arrondissement. Ce bâtiment abritera les services centraux et associatifs de l'université ;
- Le bâtiment **M3I2**, desservi par l'avenue de France, la rue Hélène Brion et la rue Alice Domont et Léonie Duquet, à Paris 13^{ème} arrondissement. Ce bâtiment recevra le pôle pluridisciplinaire et sera en contact avec l'UFR des Sciences et de la Terre et de l'UFR des Sciences de la Vie ;
- Le bâtiment **M5B2**, situé rue Jean Antoine de Baïf à Paris 13^{ème} arrondissement. Ce bâtiment regroupera l'UFR des Sciences Sociales et l'UFR de Langues ;
- Le bâtiment **M6A1**, situé rue Albert Einstein et rue de la Croix Jarry à Paris 13^{ème} arrondissement. Ce bâtiment sera dédié à l'UFR de Mathématiques et d'Informatique.

L'ensemble des places de stationnement nécessaires à ce projet sera implanté dans un parc de stationnement couvert construit sous le bâtiment M6A1.

L'emplacement des différents immeubles précités est visualisé sur l'image ci-dessous :



Au sens de la réglementation incendie, les établissements recevant du public sont assujettis aux dispositions de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, le parc de stationnement aux dispositions de l'arrêté du 9 mai 2009.

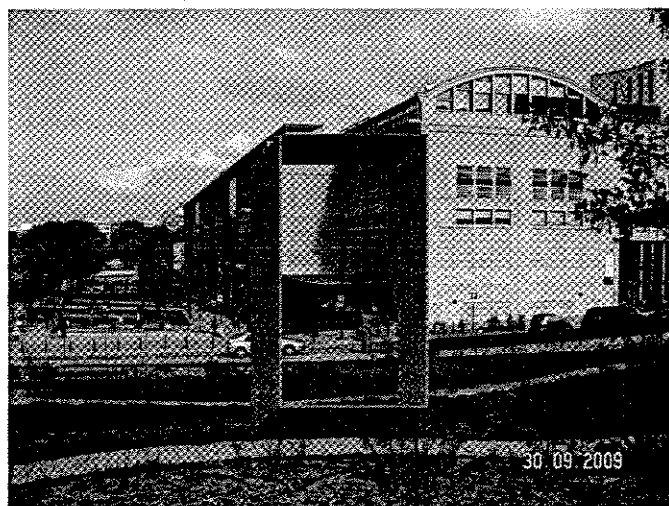
Le bâtiment administratif M3A2 et une partie du bâtiment M5B2 recevant des chercheurs sont assujettis aux dispositions du Code du Travail.

Quatre permis de construire concernent ces bâtiments. Le total de la surface hors œuvre nette créée s'élève à 42.282 m². L'effectif total des établissements s'élève à 7.642 personnes.

La conception de certains logements de fonction est assujettie aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 1986 pour les bâtiments d'habitation.

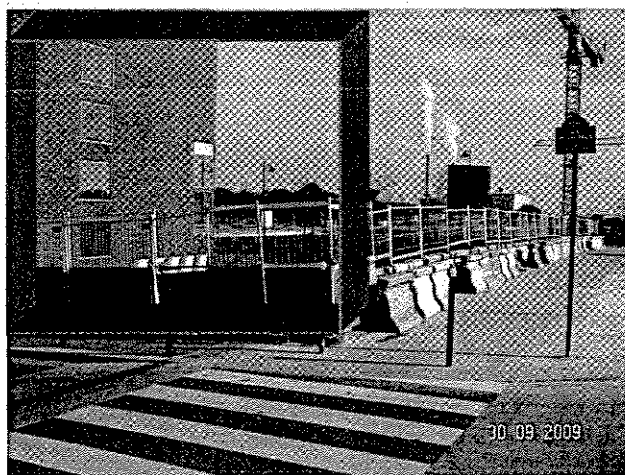
L'ensemble immobilier projeté par la Maîtrise d'Ouvrage UNICITE comprend :

1. **le bâtiment M3A2**, de sept niveaux sur une surface de 90 à 100 m² chacun pour un effectif total de 60 personnes. Ce bâtiment constitue une extension administrative du bâtiment dénommé " la Halle aux Farines", bâtiment universitaire ouvert au public.

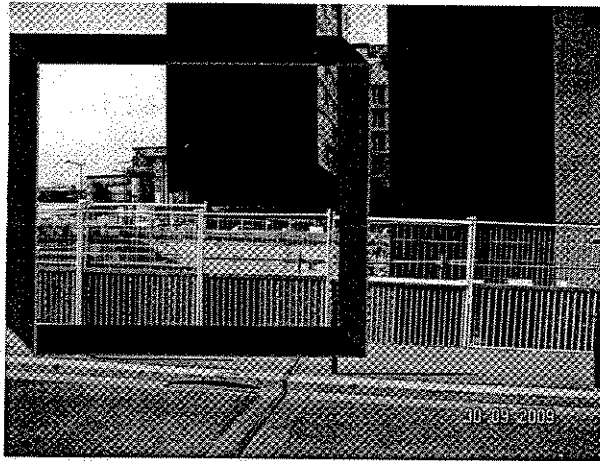


L'emprise du projet M3A2 est représentée par la figure en rouge sur l'image

2. **le bâtiment M3I2**, qui est une extension du bâtiment M3I1 déjà ouvert au public et baptisé « bâtiment LAMARCK ». Cet édifice s'élève de 7 étages sur rez-de-chaussée comportant une mezzanine ; il comprendra au rez-de-chaussée deux volumes destinés à des commerces. Ces commerces seront isolés du bâtiment et seront indépendants.

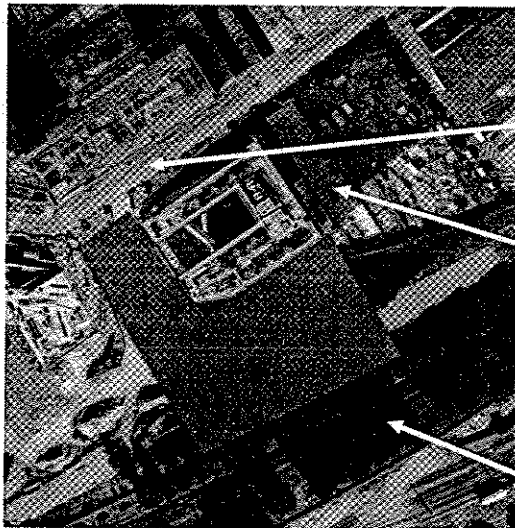


Emprise du projet d'extension de M3I2 façade Ouest future



Emprise du projet d'extension de M312 façade Est future

3. **le bâtiment M5B2**, qui vient s'implanter autour du bâtiment universitaire M5B1 existant.



Rue de la
Croix Jarry



Allée Paris Ivry

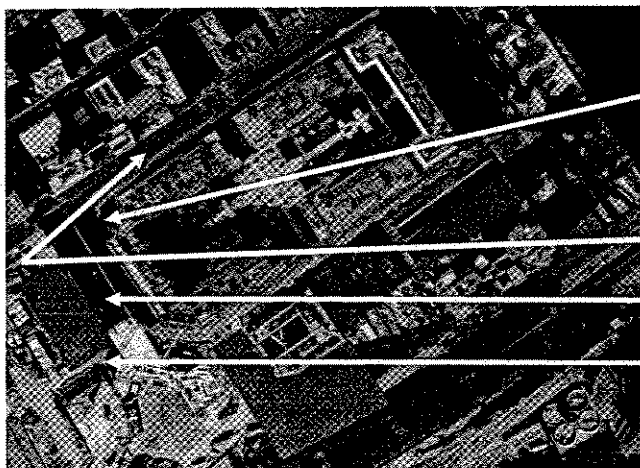


Boulevard Jean Simon

Le bâtiment M5B2 s'élève de 8 étages sur trois niveaux de sous-sol pour une surface hors œuvre nette de 21.620m². Cet immeuble constitue deux entités : une partie ERP avec les types d'activités d'enseignement du RDC au 3^{ème} étage, pour un effectif de 4.104 personnes. Les niveaux supérieurs (R+4 à R+8) sont occupés par le personnel administratif et des chercheurs. Ces locaux sont assujettis aux dispositions du Code du Travail.

Les niveaux en infrastructures, donnant sur la rue Jean Antoine de Baïf, sont dédiés à une imprimerie, une déchetterie et aux locaux techniques. L'effectif total s'élève à 4.090 personnes déclaré par le Maître d'Ouvrage.

4. **le bâtiment M6A1**, construit sur une parcelle proche du bâtiment précité qui est situé de la façon suivante :



Rue de la Croix
Jarry

Voies nouvelles :

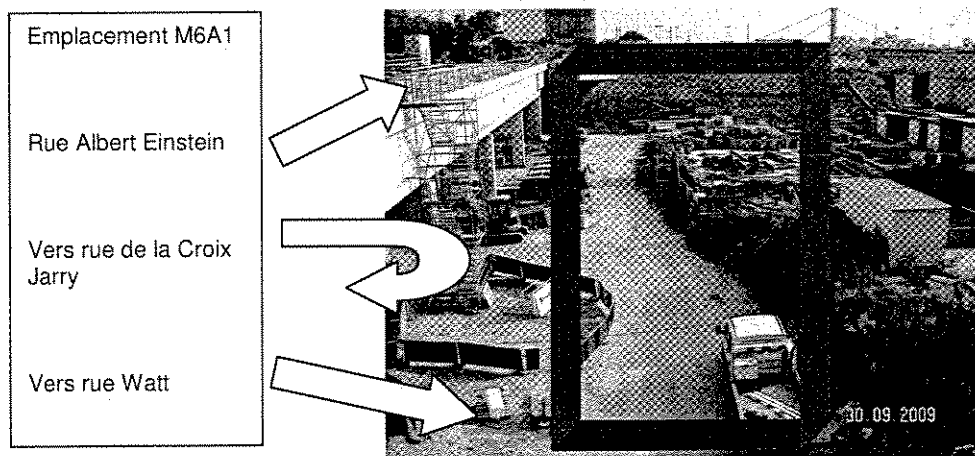
Rue A.Domon et L. Duquet

Rue Albert Einstein

Rue Nicole Reine Lepaute

Ce bâtiment s'élève de 9 étages sur la rue Albert Einstein et comporte deux niveaux « de socle » donnant sur les rues Watt et de la Croix Jarry, situées en contrebas. L'établissement comprend également trois niveaux de sous-sol dédiés au parc de stationnement couvert pour 169 véhicules et 39 deux roues.

Les niveaux du socle (rez-de-jardin, rez-de-jardin 1 et rez-de-jardin 2) reçoivent des locaux sportifs et un amphithéâtre dédiés à la fréquentation universitaire. L'effectif susceptible d'être accueilli simultanément dans l'établissement s'élève à 3.161 personnes.



Emprise du projet M6A1

4. PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE

Le bâtiment M3A2 accolé à l'édifice dénommé "la Halle aux Farines", existant et ouvert au public ne constitue pas un établissement recevant du public et sa **surface hors œuvre nette créée est de 562m². Il n'est pas concerné par la présente étude de sécurité publique.**

Le bâtiment M3I2 constitue une extension du bâtiment appelé LAMARCK déjà ouvert au public. Cette construction nouvelle présente une **surface hors œuvre nette de 4.796m²** et formera avec le bâtiment M3I1 auquel elle se rattache un établissement recevant du public susceptible d'accueillir un effectif total de 317 personnes. **Cet établissement sera classé en troisième catégorie et n'est pas concerné par cette étude.**

Par ailleurs, les bâtiments M5B2 et M6A1 reçoivent, au titre du public, des effectifs qui les classent en E.R.P. de première catégorie. **Ils sont concernés par la présente étude de sécurité publique.**

(Création de l'Etablissement Recevant du Public de première catégorie dans une agglomération de plus de 100.000 habitants conformément aux dispositions du décret 2007-1177 du 03/08/2007).

5. DIAGNOSTIC

5.1 - Impact de l'environnement sur le projet

5.1.1 Constat de l'état actuel du site et de son environnement

Le projet immobilier se situe dans l'emprise de l'université Paris VII de la Zone d'Aménagement Concerté Paris Rive Gauche dans le 13^{ème} arrondissement

L'aménagement de la ZAC Paris Rive Gauche entraîne des modifications en profondeur des infrastructures routières et ferroviaires (création de nouvelles voies routières, couverture des voies de chemin de fer, par exemple).

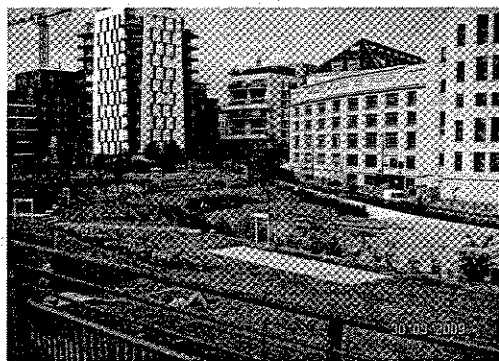
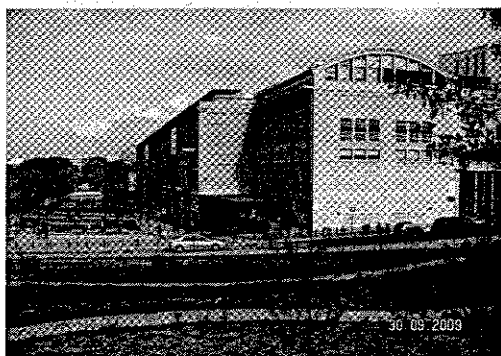
Les travaux d'aménagement de la Ville de Paris impactent également le présent projet de manière très forte et notamment la prolongation de la ligne de tramway, la modification tracé et de l'altimétrie du boulevard du Général Jean Simon.

5.1.2 Évolution de l'environnement

Le mode d'occupation du sol devient multifonctionnel et se diversifie. Le secteur MASSÉNA de la ZAC Paris Rive Gauche (ZAC constituée de trois zones AUSTERLITZ, TOLBIAC et MASSÉNA) dans lequel sont construits les trois établissements de la présente enquête doit recevoir un site universitaire sans pour autant enclaver le quartier.

Les différents programmes mis en œuvre tant en ce qui concerne les bâtiments (bibliothèque nationale, immeubles de bureaux, immeubles à usage d'habitation) qu'en ce qui concerne les infrastructures (couverture de lignes ferroviaires, création de pénétrantes et de rocade, création de station de métro, prolongation de la ligne du tramway) participent à ouvrir sur l'extérieur la cité universitaire.

Le choix résolument tourné vers l'ouverture et le développement du site se concrétise par une restitution de l'espace aux piétons. La création de grands espaces donnant directement sur la Seine, la réalisation de parcs propices aux rencontres, sont autant d'illustrations de cette volonté.



5.1.3. Desserte (voies routières, transports en communs)

Comme il a été précisé précédemment, la volonté de créer un pôle universitaire largement ouvert, et la définition de voies de desserte propres à éviter d'enclaver le site passent par une redéfinition des infrastructures routières. Le prolongement de la rue du Chevaleret par la rue Louise Weiss, la création de l'avenue de France mais aussi la valorisation de la rue Watt sont des témoignages marquants d'un quartier facilement visitable.

Les espaces largement ouverts sur les voies sur berge et l'aménagement des quais de la Seine concourent à la création de nouvelles activités commerciales propres au développement du tourisme.

La jonction entre ces deux axes importants est réalisée par la création de voies parallèles et perpendiculaires nécessaires aux dessertes des immeubles créés.

Les modifications et les améliorations des voies routières sont autant orientées depuis et vers le centre de Paris que vers la ville d'Ivry qui connaît également une transformation immobilière post-industrielle importante.

Le développement des transports en commun contribue également à l'accessibilité du quartier.

La création de la ligne 14 du métro avec la desserte par les gares "Bibliothèque François Mitterrand" et "Olympiades" mais aussi le projet de prolongement de la ligne 10 vers le secteur "Bruneseau" en font un quartier très parisien.

Ce vecteur de transport donne également un accès rapide depuis les gares de Lyon, d'Austerlitz et Saint Lazare.

Le prolongement de la ligne de tramway visant à remplacer la ligne de bus Petite Ceinture assurera une liaison facile de la périphérie du quartier.

Enfin, les lignes de bus 62 et 89 assurent une liaison fonctionnelle par le centre de Paris ou par le Sud de la capitale tandis que la ligne 132 permet de se rendre sur la commune d'Ivry.

5.1.3.1 Statistiques et informations relatives à la délinquance

Le périmètre de l'étude fournie en annexe 3, est bordé par les voies suivantes :

- Nord / Nord Ouest : rue de Tolbiac depuis le quai de la Gare à l'avenue de Choisy ;
- Ouest / Sud Ouest : avenue de Choisy jusqu'aux boulevards périphériques ;
- Sud / Sud Est : boulevard périphériques jusqu'au quai d'Ivry ;
- Est / Nord Est : Quais d'Ivry, Panhard et Levassor, François Mauriac et de la Gare.

Le nombre d'événements de voie publique recensés dans l'arrondissement montre une baisse significative, puisque ce nombre passe de 151 sur l'année 2008, à 90 du 1^{er} janvier 2009 au 30 septembre 2009. Ce fléchissement est également suivi sur le plan national.

Suivant l'étude des données, les principaux événements sur la voie publique sont des manifestations sur l'avenue de France à proximité de l'établissement « Sanofi Aventis », qui concernent la cause animale.

Par ailleurs, en périphérie du site d'implantation des immeubles faisant l'objet de l'enquête de sécurité publique, de nombreuses manifestations se déroulent Place d'Italie et les mesures de dissolution en fin de manifestation donnent parfois lieu à des troubles urbains.

Dans l'emprise du site même, les locaux de la Brigade Financière, rue du château de rentiers et la bibliothèque François Mitterrand, lieu de visite de personnalités, font l'objet de la mise en place de dispositifs de sécurité.

Enfin, l'arrondissement est régulièrement parcouru par des randonneurs en rollers où des sorties sont organisées le week-end (vendredi soir et dimanche après-midi).

La typologie de la délinquance sur le site du projet pourrait revêtir les formes suivantes :

- Commerce de « fourmis » et consommation sur place de produits stupéfiants ;
- Errance de marginaux ;
- Présence de gens du voyage ;
- Vois à l'arraché.

Les préconisations présentées dans le document visent à éviter, ou tout au moins atténuer, les effets de cette typologie de délinquance urbaine.

5.1.3.2. Études démographiques

La population du 13^{ème} arrondissement avec 171.577 habitants en 1999 dont 6.413 habitants dans le périmètre de la ZAC Paris Rive Gauche (AP-HP compris) le plaçait au 5^{ème} rang des arrondissements les plus peuplés de Paris. Cet arrondissement connaît une croissance faible de sa démographie + 0,5 % de 1990 à 1999 tandis que Paris connaissait une croissance de 0,2 % dans la même période. Toutefois, il est notable que, malgré le départ des sites industriels, l'arrondissement n'a pas connu de baisse.

Par ailleurs, la structure des foyers dans le périmètre de la ZAC Paris Rive Gauche s'élève à 2,41 personnes par foyer contre 1,94 personnes pour l'arrondissement et 1,87 pour l'ensemble du département. Cette structure se détaille par une bonne proportion de ménage à quatre personnes de 29,4 % dans la ZAC contre 20 % dans l'arrondissement et 18 % pour Paris. On revanche, on observe une sous représentation des ménages à une personne avec 37 % contre 49 % pour l'arrondissement et 52 % à Paris.

Les programmes immobiliers à usage d'habitation sur le site considéré devraient, dans la ZAC Paris Rive Gauche, à terme, contribuer à une augmentation de la population.

La tranche d'âge la plus représentative du 13^{ème} arrondissement concerne les personnes entre 40 et 59 ans. Les moins de 20 ans et les plus de 60 étant gratifiés du même résultat de 19 %.

5.1.4 Bilan

Il apparaît que la population se stabilise dans cet arrondissement mais les programmes immobiliers en cours devraient contribuer à terme à augmenter la densité de population qui est jusqu'à présent de 240 habitants à l'hectare contre 244 à Paris et accentuer la structure des foyers.

Par ailleurs, la nature des programmes immobiliers dédiés à l'habitation dans le quartier MASSÉNA semble convenir à des tranches plutôt favorisées de la société. Les capacités des ménages à s'installer dans ce quartier dépendent essentiellement de la jeunesse et de la position sociale.

Ainsi, la population qui est amenée à se développer sur ce site, risque davantage d'être composée de cadres et de personnes représentatives des classes moyennes de la société.

5.2 Identification des risques encourus

Les risques en terme d'ordre public à prendre en compte pour ce type d'établissement, compte tenu de sa nature (établissements universitaires pouvant accueillir un public relativement important pour le quartier, soit 7.642 personnes) sont :

A l'occasion de rassemblements ou manifestations estudiantins aux abords du site :

- Risques de blocage des entrées de l'établissement,

- Risques d'intrusion aux fins d'envahissements,
- Risques de heurts entre manifestants et visiteurs,

A l'occasion de réunions importantes :

- Risques de perturbations internes (manifestations à l'intérieur du site),
- Risques d'attentats,
- Risques d'affluence (dépassement de la capacité d'accueil).

A l'occasion de déplacement nocturne :

- Risques de dégradation des façades (éléments verriers)
- Risques d'atteinte aux personnes (rixes, vol à l'arraché, différends entre personnes sous influence de substances prohibées ou d'alcool),

Concernant ces risques en terme d'ordre public, avant de préciser dans la suite du présent document les dispositions mises en place, nous pouvons apporter les commentaires suivants :

- La circulation piétonne est privilégiée par les larges axes routiers et les quais notamment en période estivale ou le week end.
- Les établissements universitaires sont gardiennés pendant la présence du public et parfois la nuit, lorsque les établissements sont dotés de logements de fonction.
- La conception architecturale et technique des différents bâtiments limite, voire interdit, toute création d'espace susceptible d'être occupé ou utilisé de façon malveillante ou visant à troubler la tranquillité publique.

6 ANALYSE DU PROJET

6.1 Impact du projet sur l'environnement

6.1.1 Le statut des espaces

La conception des deux établissements, objet de la présente étude répond à la vision globale que l'on peut ressentir sur l'ensemble du quartier. Les façades des immeubles sont dépouillées, linéaires, elles se singularisent par les traitements et la teinte des bâtiments eux-mêmes.

Les deux établissements considérés se développent dans un espace particulièrement dense en construction si on les observe depuis les voies d'accès. Toutefois, les accès et les espaces intérieurs sont composés de placettes, de patios et de jardins intérieurs qui permettent d'interdire le sentiment anxiogène.

Les couleurs des façades, les motifs et les aménagements des bâtiments offrent aux piétons des variétés permanentes qui rendent chaque immeuble unique et donnent au quartier une vision moderne.

Les nombreuses voies de circulations routières assurent un accès aisé et les itinéraires piétonniers et les jardins intérieurs autorisent une parfaite mixité, quel que soit le mode de déplacement.

L'intégration des immeubles de statut différents dans le même quartier, sur le même îlot (bâtiment d'habitation, immeuble de bureaux et bâtiment universitaire) permet une circulation variée et quasi permanente avec des plages horaires creuses très limitées.

6.1.2 Flux et déplacements, nature de la fréquentation

Les variétés des immeubles, des usages et la mixité des occupants assurent un flux important sur le site.

Le quartier où s'installent les bâtiments M5B2 et M6A1 est encore naissant mais la fréquentation de tous les espaces publics alentour par la population estudiantine qui prend peu à peu possession des espaces préfigure d'une forte activité diurne jusque tard dans la nuit.

Toutefois, les aménagements prévus sur les lots M5 et M6 apparaissent plus excentrés que ne le sont la Halle aux Farines ou les Grands Moulins.

6.1.3. Risques susceptibles d'être générés par le projet

Le projet des trois établissements d'enseignement et de recherche s'oriente avant tout vers une activité essentiellement estudiantine. Les risques inhérents à ce type d'activité résident avant tout dans la manifestation, la contestation et parfois l'occupation des lieux.

La présence de la jeunesse peut développer des activités de commerce de substances illicites ou la consommation d'alcool sur la voie publique. Ces deux points peuvent occasionner des nuisances ou des agressions qui peuvent évoluer gravement.

Les boutiques qui s'installent n'auront pas une activité commerciale de nature à attirer un public dont la présence pourrait être à même de générer un sentiment d'insécurité (centre commercial, vêtements de marque). Toutefois, le quartier restant actuellement en devenir, cette considération peut encore évoluer.

6.2. Analyse du projet sous l'angle de la sécurité

6.2.1. Identification des zones

Les bâtiments M5B2 et M6A1 s'installent sur la partie Sud Est du quartier et sont actuellement prévus sur des parcelles très proches l'une de l'autre et en pleine transformation.

Déjà, les aménagements des voies routières mettent en évidence des différences d'altimétrie liées au recouvrement des voies ferroviaires.

Chaque bâtiment dispose de voies d'accès qui répondent aux dispositions de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié et notamment à l'article CO1 à CO5 pour ce qui concerne l'accessibilité des façades aux services d'incendie et de secours.

Le bâtiment M5B2 implanté sur le demi périmètre du bâtiment existant M5B1 est desservi par la rue Jean Antoine de Baïf, le boulevard du Général Jean Simon et une voie spécifique reliant la rue Albert Einstein ou le boulevard du Général Jean Simon.

Le bâtiment M6A1, construit sur une parcelle en cours d'aménagement, est desservi par les rues de la Croix Jarry, Albert Einstein, Nicole Reine Lepaute et A.Domon et L.Duquet

Les façades donnant sur ces voies devront également répondre aux dispositions de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié et notamment à l'article CO1 à CO5 pour ce qui concerne l'accessibilité des façades aux services d'incendie et de secours.

6.2.2. Interface avec les dispositions liées à la sécurité incendie

Les bâtiments représentent des entités distinctes et indépendantes au sens des dispositions de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la prévention des risques d'incendie et de panique.

Le bâtiment M5B2 représente un établissement recevant du public regroupant les activités d'enseignement de type R et de type N pour la cafétéria. Les niveaux R+4 à R+8 sont occupés par des chercheurs et les locaux sont régis par les dispositions du Code du Travail.

Le bâtiment M6A1 constitue un établissement recevant du public à vocation universitaire avec des locaux d'activités de type R, des locaux dédiés à la pratique sportive uniquement réservé aux étudiants dont l'activité est de type X, des locaux du R+3 au R+9 occupés par des chercheurs, dont l'activité est soumise aux dispositions du Code du Travail.

6.2.3. Dispositions envisagées dans le cadre du projet

Pour ce qui concerne les risques en terme d'ordre public, les principales dispositions permettant d'y répondre sont :

Les postes d'alimentations électriques de l'éclairage intérieur, les groupes électrogènes ne sont pas directement accessibles. Les portes d'accès à ces locaux seront fermées à clef en permanence.

Les installations de chauffage, de ventilation et de climatisation sont inaccessibles directement depuis la voie publique.

Les escaliers et les issues des locaux menant directement sur l'extérieur sont fermés à leur débouché sur l'extérieur afin d'éviter les intrusions.

Pour les éclairages extérieurs, les dispositions visant à sécuriser l'accès aux postes électriques concernés (coffrets de façades) seront prises en compte par l'aménageur.

Les façades des établissements donnant sur la chaussée doivent être le plus linéaire possible, et les recoins ou espaces de plus de 3 m², au droit des issues de secours notamment, doivent être limités. En effet ces espaces propices aux regroupements ou

utilisés comme abri doivent être interdits. De plus le débatement sur l'extérieur des portes dotées de barre anti-panique doit être garanti. L'ensemble des portes des issues sera placé sous alarme anti-intrusion.

Partie habitation

Outre les mesures constructives de conception et d'isolement par rapport à l'ERP, les logements de fonction sont des locaux à risques courants.

Parc de stationnement

Le parc de stationnement est implanté au sous-sol du bâtiment M6A1. Ce parc de stationnement couvert, susceptible d'accueillir 169 voitures et 39 motos, sera conforme aux dispositions de l'arrêté du 9 mai 2006. Ce parc sera désenfumé mécaniquement et sera doté d'un équipement d'alarme de type 3.

L'accès au parc de stationnement n'est pas ouvert au public. Son accès est réglementé. Les dégagements intérieurs ne sont pas en intercommunication avec le bâtiment. Les deux escaliers et l'ascenseur donnent directement sur l'extérieur (rue Watt et rue Albert Einstein).

Les portes des issues donnent sur l'extérieur.

Une installation de vidéo surveillance permettrait de contrôler l'ensemble.

7 PRÉCONISATIONS ET DISPOSITIONS ENVISAGÉES DANS LE CADRE DU PROJET

7.1 Analyse du projet sous l'angle de la sécurité

7.1.1 Fréquentation des lieux

Les activités d'enseignement et de recherche proposées dans l'ensemble des deux bâtiments offrent une large amplitude horaire d'exploitation compatible avec les horaires universitaires.

7.1.2 Fluidité

La fluidité des cheminements est assurée dans le cadre du projet par la présence d'un personnel de sécurité ou de surveillance qui a pour première mission de contrôler la parfaite vacuité des dégagements.

7.1.3 Repérage

Conformément à la réglementation en vigueur tant pour les locaux d'enseignement que pour les locaux soumis au Code du Travail et ainsi que pour le parc de stationnement, la

signalisation, le balisage des issues, l'éclairage de sécurité (ambiance et évacuation) permettront de visualiser en permanence et en tout point les issues de secours menant vers l'extérieur.

7.2 Préconisations techniques

7.2.1 Protection des accès

Les accès aux bâtiments doivent être possibles depuis la voie publique, en permanence, pour les véhicules d'incendie, de secours à victime ainsi que pour les véhicules de police et de gendarmerie.

Les entrées et sorties des personnes seront contrôlées en fonction des activités de recherche qui peuvent revêtir un intérêt particulier ou un caractère de dangerosité le cas échéant.

Les éventuels éléments de clôture ou de barrière mis en place afin de contrôler la vacuité des voies d'accès aux bâtiments doivent pouvoir être accessibles aux services d'incendie et de secours. Ces éléments devront pouvoir être décondamnés au moyen de la clef polycoise des sapeurs pompiers.

7.2.2 Intégration des dispositifs de sûreté

L'ensemble des locaux des deux bâtiments peut être exposé aux risques d'actes attentatoires ou de cambriolage.

Cet établissement doit être équipé d'une installation de vidéo surveillance de lutte contre l'intrusion (caméras, enregistrements permanents, détecteurs volumétriques, contacteurs de portes,...) permettant de surveiller les accès et de surveiller les espaces communs.

Les caméras et les systèmes de commande de ces caméras installées pour surveiller les locaux seront reportés dans un PC de sécurité et contrôlé pendant les heures d'ouverture au public.

L'installation de vidéo surveillance fera l'objet d'une demande auprès de la CNIL.
Les enregistrements seront conservés pour une durée allant de 8 jours à 1 mois suivant la loi 95-73 du 21 janvier 1995 (et décret 96-926 du 17 octobre 1996).

Cette surveillance pourrait être étendue dans la durée, via une société de protection et de service déportée, par exemple, pour les abords et notamment les éléments de structure extériorisés qui pourraient faire l'objet d'acte terroriste.

L'éclairage extérieur est un élément prépondérant pour limiter la délinquance de proximité. Le projet d'éclairage des espaces publics a été conçu afin de satisfaire aux objectifs suivants :

- assurer un niveau d'éclairage propice au sentiment de sécurité et de visibilité du quartier ;
- permettre un éclairage suffisant afin d'éviter les zones d'ombre notamment pour l'utilisation d'escalier ou le franchissement d'obstacles éventuels (mobiliers urbains) ;

- mettre en place des candélabres suffisamment robustes et à l'abri des détériorations visant à supprimer de la lumière ;
- assurer la liaison entre les différentes zones en évitant les contrastes ou changement d'intensité suscitant l'aveuglement.

Le projet d'aménagement urbain du secteur des bâtiments M5B2, M6A1 et M3I2 ne comporte pas de mobilier urbain (abri, banc, aire de repos) contribuant à favoriser le séjour durable des personnes sans domicile, des gens du voyage et des marginaux qui pourraient rapidement élire domicile sur le site.

Le revêtement extérieur, indépendamment des voies pompiers qui répondent aux dispositions de l'article CO2 §2 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, ne présente pas de surface rendant possible la pratique de la planche à roulette (skate board) ou des patins à roulettes (rollers).

Cette mixité risquerait de créer des conflits et des déprédations susceptibles également de troubler la tranquillité.

7.2.3 Prise en compte des risques spécifiques

Prise en compte des vols par effraction.

Les établissements pourront être équipées de protections spécifiques

Dans l'éventualité d'une surveillance du site et du bâtiment 24h/24h, les tentatives d'effraction seraient rendues difficiles.

Prise en compte des mouvements de contestation ou de grèves.

Les accès et les issues de secours peuvent bénéficier de dispositifs de verrouillage électromagnétiques, à la condition qu'ils soient conformes aux normes et que le déverrouillage soit opérant en cas d'évacuation générale du bâtiment.

Les accès aux terrasses plantées sont susceptibles de devenir des points de concentration ou de regroupement d'élèves. Ils doivent être pourvus d'allèges conformes, évitant les chutes. De plus, ces terrasses doivent être pourvues en prolongement de ces garde-corps en hauteur afin d'éviter à toute personne réfugiée sur la terrasse de projeter du mobilier ou autre objets, sur les forces de l'ordre, en cas de mouvements revendicatifs.

7.2.4 Risque terroriste (Installations techniques)

La nature et l'importance du projet rendent peu probables une action terroriste sur ce site. Des sites beaucoup plus importants et représentatifs sur la capitale assureraient l'effet d'annonce recherché par les actions terroristes.

Par ailleurs, les accès en terrasse sont limités. Les installations techniques ne sont pas accessibles depuis les parties publiques ou elles sont verrouillées.

La vigilance interne est assurée par un personnel en charge de la sécurité du public. La vigilance externe est assurée par les forces de police municipale et nationale.

7.2.5 Risques NRBC

Bien que très improbables sur ce site, les risques NRBC sont intégrés dans le plan VIGIPIRATE 2007 sur le plan national.

7.3 Préconisations d'ordre organisationnel

7.3.1 La prévention

Cette démarche s'inscrit en plein dans la mission confiée notamment aux services de police. Des contacts avec les exploitants, les services de sécurité et de surveillance devront être pris le plus tôt possible avec la direction de la police afin de convenir éventuellement d'un partenariat ou d'un protocole pour le maintien de la sécurité publique.

7.3.2 La gestion

Il appartient aux responsables des différents établissements d'engager les contacts rendant possible ce partenariat. De la précocité des échanges de vues dépend la fiabilité du protocole éventuellement retenu.

Un contact de même nature auprès des services d'incendie et de secours visant à faire connaître au personnel du centre de secours territorialement compétent, l'organisation du centre et les moyens de secours dont il dispose favorise l'engagement de ces derniers en cas de sinistre.

8 TEXTES RÉGLEMENTAIRES

Loi du 5 mars 2007 et décret d'application du 3 août 2007 relatifs à l'Etude de Sécurité Publique.

Vidéo surveillance : Loi du 21 janvier 1995 et décret d'application 96-926 du 17 octobre 1996 complété par le décret 2006-929 du 28 juillet 2006.

Arrêté du 25 juin 1980 relatif à la sécurité incendie dans les ERP.

Arrêté du 9 mai 2006 relatif à la sécurité dans les parcs de stationnement couverts.

9 DOCUMENTS EXAMINÉS ET UTILISÉS

- Dossier Permis de Construire (Plans, Notice sécurité).
- Etude d'impact
- Document Internet sur le site de la Préfecture

10 DOCUMENTS JOINTS EN ANNEXE

- **Annexe 1** : Courrier Bureau Politique de sécurité relatif aux statistiques liées à la délinquance sur le site du projet
- **Annexe 2** : Extrait de l'étude d'impact (démographie)
- **Annexe 3** : Informations chiffrées de la délinquance dans le périmètre du projet

ANNEXE 1



Assistance Prévention Expertise

Monsieur Serge PASQUET
Ingénieur Conseil

Alfortville le 06 octobre 2009

A

Monsieur le Préfet
Secrétariat de la Commission départementale
pour la Sécurité Publique

Monsieur le Préfet,

Agissant pour la Maîtrise d'Ouvrage, la Société d'Economie Mixte pour l'Aménagement de Paris dans la zone d'action concertée Paris Rive Gauche dans le cadre d'une enquête de sécurité publique concernant la construction de deux bâtiments universitaires pour l'université Paris VII et constituant chacun un établissement recevant du public de la première catégorie sis :

Le bâtiment dénommé « M5B2 » situé rue Jean Antoine de Baïf à Paris 13^{ème} arrondissement, regroupera l'UFR des Sciences Sociales et l'UFR de Langues ;

Le bâtiment « M6A1 » situé rue Albert Einstein et rue Croix Jarry à Paris 13^{ème} arrondissement sera dédié à l'UFR des Mathématiques et d'Informatique.

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance la communication d'informations relatives à la délinquance recensée par la sécurité publique dans le périmètre défini par le chef du Service Information Sécurité de la Préfecture de Police dont les limites dans le treizième arrondissement de Paris sont les suivantes :

Le boulevard Vincent Auriol, l'avenue de Choisy, le boulevard périphérique et les quais d'Ivry, Panhard et Levassor, François Mauriac et de la gare. La liste des rues comprises dans ce périmètre est donnée en annexe de la présente.

Veuillez agréer monsieur le Préfet, mes salutations les plus distinguées.

APEX

41 Rue Jules Guesde
94140 ALFORTVILLE
T. 01 41 94 18 66 F. 01 48 77 58 65
SIREN 483170320

ANNEXE

Liste des rues comprises dans le périmètre de l'étude de sécurité publique

Rue	Albert
Rue	Albert Bayet
Rue	Albert Einstein
Rue	Alice Domont et Léonie Duquet
Villa	Auguste Blanqui
Rue	Baudouin
Impasse	Baudricourt
Rue	Baudricourt
Rue de	Bellièvre
Passage	Bourgoin
Avenue	Boutroux
Rue	Bruneseau
Rues des	Cadets de la France Libre
Rue	Cantagrel
Passage	Chanvin
Rue	Charcot
Rue	Charles Bertheau
Rue	Charles Moureu
Rue du	Château des rentiers
Rue du	Chevaleret
Avenue de	Choisy
Avenue	Claude Regaud
Rue	Clisson
Rue de la	Croix de Jarry
Rue	Dalloz
Rue	Darmesteter
Rue du	Dessous des berges
Rue	Dieudonné Costes
Rue du	Disque
Rue du	Docteur Magnan
Place du	Docteur Yersin
Rue de	Domrémy
Rue	Duchefdelaville
Square	Dunois
Rue	Dunois
Rue	Dupuy de Lôme
Avenue	Edison
Rue	Elsa Morante
Rue	Emile Durkheim
Rue	Emile Levassor
Villa d'	Este
Rue	Eugène Oudiné
Avenue de	France
Rue	Franco-Nohain
Rue	Françoise Dolto
Quai	François Mauriac
Rue des	Frères d'Astier de la Viguerie
Rue des	Frigos

Quai de la	Gare
Boulevard du	Général Simon
Rue	Georges Balanchine
Rue	Georges Eastman
Rue des	Grands Moulins
Rue des	Hautes Formes
Rue	Hélène Brion
Quai	d'Ivry
Avenue	d'Ivry
Rue du	Javelot
Rue	Jean Anouilh
Rue	Jean Antoine de Baïf
Rue	Jean Arp
Rue	Jean Baptiste Berlier
Rue	Jean Colly
Rue	Jean Fautrier
Rue	Jean Giono
Rue	Jeanne Chauvin
Place	Jeanne d'Arc
Rue	Jeanne d'Arc
Rue	Jean Sébastien Bach
Avenue	Joseph Bédier
Rue	Lahire
Rue	Leredde
Cour du	Liécat
Square de la	Limagne
Square du	Limousin
Rue du	Loiret
Rue	Louise Weiss
Rue	Marc Antoine Charpentier
Rue	Marguerite Duras
Rue	Marie Andrée Lagroua-Weill-Hallé
Rue	Maryse Bastié
Boulevard	Masséna
Square	Masséna
Rue	Maurice et Louis de Broglie
Rue	Michel Bréal
Passage	Nationale
Place	Nationale
Rue	Nationale
Rue	Neuve Tolbiac
Rue	Nicolas Fortin
Villa	Nieuport
Rue	Olivier Messiaen
Quai	Panhard et Levassor
Rue de	Patay
Rue	Pierre Cholderos de Laclos
Rue	Pablo Casals
Rue	Péan
Rue	Pierre Gourdault
Rue de la	Pointe d'Ivry
Rue	Ponscarne
Place de	Port au Prince
Avenue de la	Porte de Choisy

Avenue de la	Porte d'Ivry
Rue	Primo Lévi
Rue	Raymond Aron
Rue	Regnault
Rue de	Reims
Rue	René Goscinny
Rue	René Panhard
Rue	Resal
Rue	Ricault
Rue de	Richemont
Rue	Simone Weil
Place	Souham
Rue	Sthrau
Rue des	Terres au Curé
Rue	Thomas Mann
Villa	Tolbiac
Rue de	Tolbiac
Rue	Trolley de Prévaux
Rue	Valery Larbaud
Square du	Velay
Rue des	Vimoutiers
Boulevard	Vincent Auriol
Rue	Watt
Rue	Xaintrilles
Rue	Yéo Thomas
Rue	Zadkine

ANNEXE 2

III. LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

1. La population

1.1. La population dans le contexte général du projet : introduction

Afin de dégager les caractéristiques principales de la population du 13^{ème} arrondissement, il est important de préciser le positionnement démographique de l'arrondissement par rapport aux autres arrondissements parisiens.

	1968-1975		1975-1982		1982-1990		1990-1999	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
13 ^{ème}	+1496	+2%	+1442	+1,7%	+201	+0,2%	+440	+0,5%
Paris	+3393	+0,3%	+5856	+0,5%	+3085	+0,2%	+2112	+0,2%

Si depuis les années 1960, la tendance générale de la population est à la stagnation à Paris, des nuances apparaissent pour le 13^{ème} arrondissement.

1.2. La population du 13^{ème} arrondissement

• La population du 13^{ème} arrondissement : 5^{ème} rang parisien

Avec 171 577 habitants au recensement de 1999, le 13^{ème} est l'un des arrondissements les plus peuplés de la capitale (8,1% de la population parisienne). Entre 1990 et 1999, sa population a connu une légère croissance de l'ordre de 0,2 %.

En 1999, la pyramide des âges des habitants du 13^{ème} arrondissement s'est nettement rapprochée, pour les âges extrêmes, de celle de l'ensemble des parisiens :

- 19% de la population du 13^{ème} est âgée de 60 ans ou plus (20% à Paris),
- les moins de 20 ans représentent 19% des habitants du 13^{ème} arrondissement (18% à Paris),
- les 20-39 ans, contrairement à 1990, apparaissent comme sous-représentés au profit des 40-59 ans dont le poids s'accroît encore (28% contre 26%).

La structure des ménages du 13^{ème} arrondissement se singularise par une proportion des ménages de trois ou quatre personnes (20%) supérieure au chiffre enregistré à Paris (18 %) et s'accompagne d'une sous-représentation corrélative des ménages d'une personne (49% contre 52 % à Paris).

Avec une taille moyenne des ménages de 1,94 personnes (1,87 à Paris) et un parc de logements qui se situe dans la moyenne parisienne, le nombre de personnes par pièce apparaît moindre dans le 13^{ème} qu'à Paris.

• Une stabilité démographique

Entre 1990 et 1999, le 13^{ème} arrondissement de Paris a connu une stabilisation de ses effectifs démographiques avec un gain d'environ 400 habitants. L'arrondissement n'a pratiquement pas été

touché par la dépopulation qui a caractérisé Paris dans les années 60 et 70. Au contraire, seuls les 13^{ème} et le 19^{ème} arrondissements ont enregistré un accroissement global de leur population en quarante ans.

Entre 1990 et 1999, les baisses de population observées dans le tissu ancien et les opérations des années 1960 et 1970 ont été compensées par les livraisons de logements des opérations publiques.

• Une densité contrastée

La densité résidentielle brute¹ du 13^{ème} arrondissement s'établit en 1999 à 240 hab./ha soit un niveau équivalent à celui de la capitale (244 hab./ha). Néanmoins, la densité résidentielle ne fait pas apparaître les contrastes importants du 13^{ème} arrondissement liés aux grands équipements (hôpital de la Pitié Salpêtrière, Bibliothèque de France, équipements publics et sportifs du sud de l'arrondissement) et aux emprises ferroviaires (voies ferrées, gare d'Austerlitz).

Les fortes densités sont enregistrées à l'est de l'avenue d'Italie et à l'ouest avec quelques zones de densités résidentielles élevées (Butte aux Cailles, place de l'Abbé Georges Hénocque et le long du boulevard Kellermann). Les densités les plus faibles s'enregistrent également à l'est de l'arrondissement.

¹ La densité brute exprime le rapport entre le nombre d'habitants et la surface

1.3. La structure de la population de la ZAC

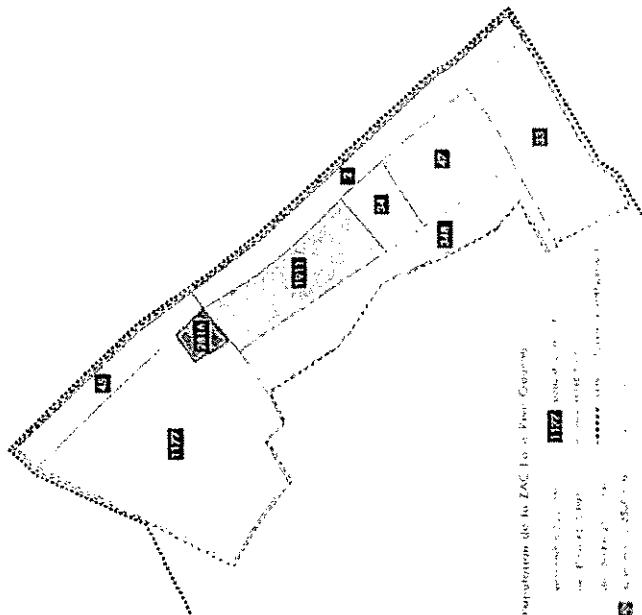
Dans le cadre du RP 1999 (Recensement de la Population de 1999), l'INSEE a découpé les plus grandes communes en 11 grands quartiers à eux-mêmes subdivisés en 11 IRIS 2000 n. L'IRIS 2000 correspond globalement à un petit quartier regroupant en théorie entre 2000 et 3000 habitants (voir moins dans les quartiers très peu denses). L'analyse de la structure de la population de la ZAC a été réalisée à partir des données à l'IRIS issues du Recensement de la Population de 1999. Ses données sont légèrement sous-estimées du fait que le périmètre de la ZAC ne correspond pas parfaitement au découpage en IRIS. En particulier, l'IRIS correspondant à l'APHP débordait de la ZAC. L'extrapolation faite ci-après au moyen des résultats du RP 1999 suréstime donc légèrement les données sur la ZAC.

• Structure démographique

Une grande concentration de la population

En 1999, le 13^{ème} arrondissement regroupait 171 577 habitants dont 6413 dans le périmètre de la ZAC Paris Rive Gauche étendu à la totalité de l'IRIS de l'APHP. La population a donc pratiquement doublé depuis la création de la ZAC (3090 habitants en 1989).

La population des IRIS est comprise entre 2 et 2816 habitants et se répartit de façon inégale. Les IRIS les moins densément peuplés sont marqués par la présence des grands équipements (gare d'Austerlitz, hôpital de la Salpêtrière, emprises ferrées, échangeurs routiers...), d'éléments naturels (La Seine) mais également les travaux en cours (secteurs des Grands Moulins de Paris, futur site de l'université).

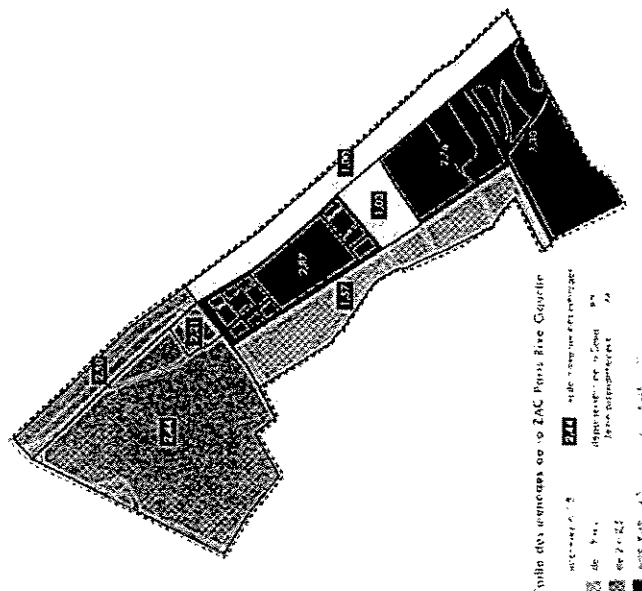


Les données IRIS 2000

En 1999, les ménages résidants dans le périmètre de la ZAC Paris Rive Gauche ont une dimension plus grande (2,41 personnes par ménage) que celle observée dans le département de la Seine (1,87 personne) et dans le 13^{ème} arrondissement (1,94).

La structure des ménages de la ZAC Paris Rive Gauche se singularise :

- par une proportion des ménages de trois ou quatre personnes (29,4%) supérieure aux chiffres enregistrés à Paris (18%) et dans le 13^{ème} arrondissement (20%)
- par une sous-représentation des ménages d'une personne avec 37% contre 49% dans le 13^{ème} arrondissement et 52% à Paris.



ANNEXE 3

INSPECTION GENERALE DES SERVICES
SERVICE INFORMATION-SECURITE
30/32, rue Hénard
75012 PARIS
-:-:-:-:-
Tél : 01.56.95.11.77/75
Fax : 01.56.95.10.01

REPUBLIQUE FRANCAISE
-:-:-:-:-
PREFECTURE DE POLICE

Paris, le 22 octobre 2009

N° 917/09

BORDEREAU D'ENVOI

à

Monsieur Serge PASQUET
Société APEX
41, rue Jules Guesde
94140 ALFORTVILLE

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Dans le cadre de l'ESP relative au projet d'extension de l'université de Paris Diderot-Paris VII, veuillez trouver ci-joint, les données émanant de la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC) : <ul style="list-style-type: none">▪ nombre d'événements de voie publique recensés sur le 13^{ème} arrondissements,▪ rapport de physionomie.	1	Pour attribution.

Le commissaire divisionnaire,
Chef du service information-sécurité,

Daniel JACQUEME



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DE L'ORDRE PUBLIC ET DE LA CIRCULATION

SOUS-DIRECTION DE L'ORDRE PUBLIC

Bureau d'Analyse et de Prospective

COURRIER REÇU LE :

21 OCT. 2009

I.G.S.

Secrétariat Direction

SERVICE INFORMATION - SÉCURITÉ

N° 837/09

Entrée le 22/10

Sortie :

OBJET : Etude de sécurité publique relative au projet d'extension de l'université de Paris Diderot-Paris VII à Paris 13^{ème} arrondissement.

P.J. : Votre bordereau d'envoi n°849-09 SD/2009/DEP/922 du 7 octobre 2009.

Pour faire suite au bordereau visé en pièce jointe, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les éléments de réponse suivants :

① Nombre d'événements de voie publique recensés sur le 13^{ème} arrondissement :

	13 ^{ème} Ardt
2004	77
2005	137
2006	121
2007	NC
2008	151
1 ^{er} Jan/30 Septembre 2009	90

② Rapport de physionomie :

L'étude des données statistiques permet de constater que les événements de voie publique se déroulant sur le 13^{ème} arrondissement, plus particulièrement dans le périmètre concerné par le projet d'extension, sont dominés par les nombreuses manifestations des défenseurs de la cause animale aux abords de l'avenue de France et du siège de l'entreprise Sanofi Aventis.

La DOPC met également en œuvre des dispositifs de sécurité aux abords de la Brigade Financière, rue du Château des Rentiers ainsi que des services d'honneur lors de visites de personnalités ou l'organisation de réunions à la Bibliothèque Nationale de France.

Sur un plan plus général, la place d'Italie, en lisière de périmètre, est très souvent le théâtre de rassemblement ou de dispersion de manifestations d'ampleur.

Enfin, l'arrondissement, dans son ensemble, est impacté le week-end (vendredi soir et dimanche après-midi) par l'organisation des randonnées rollers.

